



KPMG SA  
1098 Avenue Eole  
Tecnosud II Immeuble Le  
Pyrénéen  
66000 Perpignan

# AGENCE DE DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE DES PYRENEES ORIENTALES

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

AGENCE DE DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE DES PYRENEES ORIENTALES  
2 boulevard des Pyrénées - 66005 PERPIGNAN CEDEX

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.  
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration  
Siège social :  
Tour EQHO  
2 avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris La Défense Cedex  
Capital social : 5 497 100 €  
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA  
1098 Avenue Eole  
Tecnosud II Immeuble Le  
Pyrénéen  
66000 Perpignan

## **AGENCE DE DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE DES PYRENEES ORIENTALES**

2 boulevard des Pyrénées - 66005 PERPIGNAN CEDEX

### **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'assemblée générale de l'association AGENCE DE DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE DES PYRENEES ORIENTALES,

### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association AGENCE DE DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE DES PYRENEES ORIENTALES relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### **Fondement de l'opinion**

#### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

#### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.



### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la Direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.





Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Perpignan, le 11 juin 2025

KPMG SA

Claire GRABIELLE

Commissaire aux comptes

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

En Euro

ACTIF	Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024			01/01/2023 au 31/12/2023
	Brut	Amort. & Dépréc.	Net	
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires	226 678,34	203 274,22	23 404,12	46 856,78
Autres				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes	7 800,00		7 800,00	
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techn., matériel et outil. ind.	3 446,34	3 446,34		
Autres	90 915,77	87 708,33	3 207,44	4 704,63
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou d. dest. à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés	2 000,00		2 000,00	2 000,00
Prêts				
Autres	60,00		60,00	60,00
<b>TOTAL (I)</b>	<b>330 900,45</b>	<b>294 428,89</b>	<b>36 471,56</b>	<b>53 621,41</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes ratt.	11 448,00		11 448,00	3 464,67
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	10 421,45		10 421,45	8 954,24
Valeurs mobilières de placement	30,00		30,00	30,00
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	1 365 733,83		1 365 733,83	1 337 091,23
Charges constatées d'avance	52 582,14		52 582,14	60 390,84
<b>TOTAL (II)</b>	<b>1 440 215,42</b>		<b>1 440 215,42</b>	<b>1 409 930,98</b>
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecarts de conversion actif (V)				
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)</b>	<b>1 771 115,87</b>	<b>294 428,89</b>	<b>1 476 686,98</b>	<b>1 463 552,39</b>

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

En Euro

<b>PASSIF</b>	Du 01/01/2024 au 31/12/2024	Du 01/01/2023 au 31/12/2023
<b>FONDS PROPRES</b>		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	228 598,17	228 598,17
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres		
Report à nouveau	-54 501,22	737 198,58
Excédent ou déficit de l'exercice	170 127,02	-172 967,54
<i>Situation nette (sous total)</i>	344 223,97	792 829,21
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	36 471,56	53 621,41
Provisions réglementées		
<b>TOTAL (I)</b>	<b>380 695,53</b>	<b>846 450,62</b>
<b>FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS</b>		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
<b>TOTAL (II)</b>		
<b>PROVISIONS</b>		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	607 837,99	
<b>TOTAL (III)</b>	<b>607 837,99</b>	
<b>DETTES</b>		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	122 298,32	155 621,78
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	365 855,14	461 479,99
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
<b>TOTAL (IV)</b>	<b>488 153,46</b>	<b>617 101,77</b>
Ecarts de conversion passif		
<b>(V)</b>		
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)</b>	<b>1 476 686,98</b>	<b>1 463 552,39</b>



Du 01/01/2024 au 31/12/2024

En Euro

	Du 01/01/24 au 31/12/24	Du 01/01/23 au 31/12/23
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Cotisations	1 320,00	1 290,00
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
<i>Dont ventes de dons en nature</i>		
Ventes de prestations de service		
<i>Dont parrainages</i>		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	2 476 645,49	2 443 066,72
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	47 147,38	21 400,89
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits		
<b>TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I)</b>	<b>2 525 112,87</b>	<b>2 465 757,61</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	569 056,66	674 269,38
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	148 052,60	164 018,95
Salaires et traitements	1 171 856,81	1 268 038,83
Charges sociales	465 065,80	531 543,75
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	24 949,85	43 908,65
Dotations aux provisions		
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	954,85	855,40
<b>TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II)</b>	<b>2 379 936,57</b>	<b>2 682 634,96</b>
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)</b>	<b>145 176,30</b>	<b>-216 877,35</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	0,87	1,16
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (III)</b>	<b>0,87</b>	<b>1,16</b>
<b>CHARGES FINANCIÈRES</b>		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES (IV)</b>		
<b>RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)</b>	<b>0,87</b>	<b>1,16</b>

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

En Euro

	Du 01/01/24 au 31/12/24	Du 01/01/23 au 31/12/23
<b>RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)</b>	<b>145 177,17</b>	<b>-216 876,19</b>
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital	24 949,85	43 908,65
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
<b>TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)</b>	<b>24 949,85</b>	<b>43 908,65</b>
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
<b>TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)</b>		
<b>RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)</b>	<b>24 949,85</b>	<b>43 908,65</b>
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
<b>TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)</b>	<b>2 550 063,59</b>	<b>2 509 667,42</b>
<b>TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)</b>	<b>2 379 936,57</b>	<b>2 682 634,96</b>
<b>EXCÉDENT OU DÉFICIT</b>	<b>170 127,02</b>	<b>-172 967,54</b>
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature	238 904,40	234 371,65
Bénévolat		
<b>TOTAL</b>	<b>238 904,40</b>	<b>234 371,65</b>
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens	238 904,40	108 724,44
Prestations en nature		125 647,21
Personnel bénévole		
<b>TOTAL</b>	<b>238 904,40</b>	<b>234 371,65</b>
<b>TOTAL</b>	<b>170 127,02</b>	<b>-172 967,54</b>



## **ANNEXE COMPTABLE**

**AGENCE DE DEVELOPPEMENT  
TOURISTIQUE DES P.O**

**2 Boulevard des Pyrénées**

**66000 PERPIGNAN**

**Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024**

## ANNEXE COMPTABLE

### 2024

## I - INFORMATIONS GENERALES

Raison sociale	AGENCE DE DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE DES PYRENEES-
Forme juridique	ORIENTALES ASSOCIATION (Loi 1901)
Adresse	2 BLD DES PYRENEES - 66000 PERPIGNAN

Objet social L'objet social de l'ADT est encadré par les articles 132-2 à 132-4 du Code du Tourisme tels que ceux-ci ont été repris dans ses statuts :

Article 132-2 du Code du Tourisme : « Le comité départemental du tourisme, créé à l'initiative du Conseil Départemental, prépare et met en œuvre la politique touristique du département ».

Article 132-3 du Code du Tourisme : « le Conseil Départemental fixe le statut, les principes d'organisation et la composition du comité départemental du tourisme ».

Article L.132-4 du Code du Tourisme : « Le Conseil Départemental confie tout ou partie de la mise en œuvre de la politique du tourisme du département au comité départemental du tourisme qui contribue notamment à assurer l'élaboration et la promotion de produits touristiques, en collaboration avec les professionnels, les organismes et toute structure locale intéressés à l'échelon départemental et intercommunal ».

Dans ce cadre et au regard de la Stratégie du Conseil Départemental en matière de tourisme et des loisirs en vigueur, l'Association a pour objet :

- L'observation touristique ;
- La qualification et la structuration de l'offre ;
- Le développement de l'économie touristique et de loisirs ;
- La promotion et la communication de la destination.

Exercice clos au 31.12.2024 d'une durée de 12 mois

Total du bilan avant répartition :	1 476 687
Résultat bénéficiaire :	170 127

Les informations ci-après font partie intégrante des comptes annuels établis par le Conseil d'Administration de l'association en référence aux dispositions des règlements de l'Autorité des normes comptables (A.N.C.) n° 2014-03 relatif à l'application du plan comptable général et du n° 2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, ce dernier étant entré en vigueur à compter du 01/01/2020.

Ces informations ont été choisies en considération du principe de l'importance significative qui domine l'ensemble des prescriptions concernant l'annexe et à la lumière duquel doivent être interprétées les dispositions légales et réglementaires.

## II - FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

- L'exercice présente un **résultat bénéficiaire de 170 K€** pour un total de produits de 2 550 K€ et un total de charges de 2 379 K€. A titre comparatif le résultat 2023 était négatif de 173 K€ pour un montant total de charges, comme de produits, de l'ordre, également, de 2 500 K€.

Les fonds propres, présentés en passif du bilan, enregistrent une diminution de 466 K€, passant de 846 K€ à 380 K€, dont l'origine tient à trois facteurs que sont :

- l'affectation du résultat de l'exercice pour 170 K€,
  - celui de la variation de la quote-part de la subvention départementale affectée au financement des investissements immobilisés en diminution de 17 K€.
  - Le rattrapage de la provision engagement retraiter sur le report à nouveau pour le complément
- **Au niveau des produits**, La subvention octroyée à l'A.D.T. par l'assemblée départementale s'élève à 2 430 K€, soit un montant maintenu à l'identique depuis 2019.
  - La quote-part de la subvention départementale affectée au compte de résultat est, de ce fait, moins élevé de 24K€ par rapport à 2023, ce qui porte son montant affecté au fonctionnement de l'exercice à 2 430 K€.
  - Le total des produits est en outre impacté par la variation de trois autres postes, le premier concernant l'enregistrement d'aides à l'emploi qui diminuent de 1 K€ pour un total de 15 K€ comptabilisés sur l'exercice ; le second par celui des transferts de charges qui augmentent de 26 K€ par rapport à 2023 pour un total enregistré sur l'exercice de 47 K€ ; le troisième concerne de nouvelles subventions européennes pour 31 k€ qui n'existaient pas l'an dernier.
  - **Au niveau des charges**, les frais de personnel entendus par l'addition des postes « Impôts et taxes et versements assimilés », « Salaires et traitements » et « charges sociales », s'élèvent à 1 785 K€ et restent le poste majeur des charges de l'association. Rapportés à la dotation départementale, ils représentent 73 % de son montant, en diminution de 8 points par rapport à 2023.  
Les frais, dits de mission, qui regroupent l'ensemble des actions externes engagées dans le cadre de la réalisation de l'objet social, sont en diminution de 18% par rapport à 2023. Les montants qui y sont affectés au travers des subdivisions des comptes 604, passent de 516 K€ à 425 K€ en 2024, soit une variation de - 91 K€.
  - **L'effectif moyen annuel**, déterminé en équivalent temps plein suivant critères de l'URSSAF, a évolué depuis 2017 mais reste très stable sur ces trois dernières années :

<b>2018</b>	29.36	<b>2021</b>	27,36	<b>2024</b>	26.03
<b>2019</b>	28.42	<b>2022</b>	27,16		
<b>2020</b>	27.38	<b>2023</b>	26.85		

- **La masse salariale brute** enregistre une variation de - 7.54 % par rapport à 2023 :

Année	Montant K€	Variation
2018	1151	
2019	1 165	<b>1.2%</b>
2020	1 115	-4.3%
2021	1 174	<b>5.3%</b>
2022	1 180	<b>0.5%</b>
2023	1 246	<b>5.6%</b>
2024	1 152	<b>-7.54%</b>

Voir ci-dessous, dans les autres informations significatives, la répartition et L'évolution de l'effectif par catégorie.



### III - REGLES ET METHODES COMPTABLES

#### Modalités de financement des investissements de l'exercice (sans changement par rapport à 2023)

Hormis les subventions attribuées spécifiquement, les investissements de l'exercice sont financés par prélèvement direct sur la subvention départementale attribuée globalement sans distinction investissements / frais de fonctionnement ; le montant des investissements prélevé au titre de l'exercice est affecté au passif du bilan dans les comptes de la classe 13. (Montant prélevé sur la dotation 2024 : 8 K€ contre 11 K€ en 2023)

### III - COMPLEMENTS D'INFORMATIONS RELATIFS AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

#### III-1/ INFORMATIONS SUR LE BILAN ACTIF

##### • ACTIF NET IMMOBILISE :

Son total passe de 53 K€ à 36 K€

- o Montant brut immobilisé au cours de l'exercice : 8 K€, financé en totalité par prélèvement sur la subvention départementale.

La diminution du poste immobilisations de 17 K€ par rapport à 2023 résulte de la différence entre le montant des entrées pour 8 K€ et celui de l'enregistrement de la dotation aux amortissements qui vient le diminuer de 25 K€.

Sur les 8 K€ investies sur l'exercice, 8 K€ correspondent au paiement de la refonte du site internet.

- o Principales durées d'amortissement pratiquées en linéaire :

- Site internet..... : 5 ans
- Multimédia - Photothèque..... : 4 à 8 ans
- Véhicules..... : 5 ans
- Matériel informatique..... : 4 ans
- Mobilier..... : 10 ans
- Matériel de foires et salons..... : 5 ans

- o Les immobilisations financières sont représentées à hauteur de 2 K€ par une prise de participation, en date du 17/03/2015, au capital d'une SCIC (Société Coopérative d'Intérêt Collectif) ayant pour raison sociale « Destination Méditerranée Pyrénées », laquelle a pour vocation principale d'assurer la promotion et la commercialisation de toutes les structures « Gîtes de France » dans les Pyrénées-Orientales.

##### • ACTIF CIRCULANT

Cette partie du bilan enregistre une hausse de 2%, soit en valeur 30 K€, pour un total de 1 440 K€. Sa variation impacte plus particulièrement des postes dont l'origine est étroitement liée :

- A la hausse, le poste « Autres Créances » dont le solde net des comptes qui y sont regroupés varie de 9 K€ ;
- A la hausse, le poste « Disponibilités » pour un montant de 29 K€.
- La baisse de 13% des charges constatées d'avance. On retrouve, comme en 2023, dans ce poste le renouvellement annuel de l'abonnement au logiciel Tourinsoft pour 40 K€ (Voir plus en détail la répartition de ses variations dans le tableau n°1 en fin d'annexe)

### III-2/ INFORMATIONS SUR LE BILAN PASSIF

- **LES FONDS PROPRES diminuent de 465 K€,** soit de 55 %, pour s'élever à la clôture à 381 K€. Leur variation est consécutive à l'affectation du résultat déficitaire de l'exercice pour 173 K€, à la variation nette du poste « Subventions d'investissement », en baisse de 17 K€ et du passage en comptabilité du montant de la provision engagement retraite au 31.12.2023 pour 619 k€.
- **Les Provisions pour charges augmentent de 608 K€ en raison du passage de l'indemnité de fin de carrière** (voir information spécifique plus bas dans l'annexe sur ce sujet).
- **LES DETTES diminuent** d'environ 21 % et représentent au 31.12.2024 un montant de 488 K€, pour une diminution de 129 K€ par rapport à 2023, laquelle impacte à la baisse l'en cours fournisseurs de 33 K€, et à la baisse le poste « Dettes fiscales et sociales » pour 96K€.
- **Au niveau du poste fournisseurs,** la baisse s'explique par :
  - 1) Celle de l'en cours fournisseurs proprement dit en raison de la réception d'importantes factures reçues en fin d'année dernière, en particulier de six fournisseurs, qui ont été réglées sur l'exercice 2024.

Les fournisseurs comptabilisés en factures non parvenues augmentent de 17 K€. (Voir plus précisément leur répartition dans le tableau N°2 en fin d'annexe)

- **Au niveau des dettes fiscales et sociales,** qui représentent 75 % des dettes, leur augmentation est essentiellement liée à la dette sur congés à payer. On relèvera que si l'on rapporte la totalité des postes les concernant au total des dettes fiscales et sociales, celles-ci représentent 51 % de leur montant. (Voir en fin d'annexe le tableau N°3 précisant leur répartition au niveau des charges à payer et de leur ventilation par organismes sociaux).

### III-3) INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES AUX FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE CONCERNANT LE COMPTE DE RESULTAT

- **RESULTAT EXCEPTIONNEL positif de 24 K€**

Son montant correspond à l'enregistrement annuel de la quote-part d'investissement ramenée du compte de la classe 13, figurant au passif du bilan, au compte de résultat pour un montant équivalent à la dotation aux amortissements constatée dans les charges d'exploitation, soit pour cet exercice 24 K€. Cette écriture a pour effet de neutraliser la charge d'amortissement au niveau du résultat global de l'exercice. Elle a pour objet d'éviter que tout investissement acquis soit ponctionné deux fois sur la subvention du département, une fois l'année de son acquisition, une deuxième fois au travers de ses annuités d'amortissement.

### IV - ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

- 1) CREDIT BAIL MOBILIER : NEANT
- 2) CREDIT BAIL IMMOBILIER : NEANT
- 3) AUTRES ENGAGEMENTS FINANCIERS : NEANT
- 4) DETTES GARANTIES PAR DES SURETES REELLES : NEANT

### V - AUTRES INFORMATIONS SIGNIFICATIVES

- 1) Répartition de l'effectif par catégorie de personnel
- 2)



Catégorie	31/12/2024	31/12/2023	Variation	2022	2021
Cadres et cadres assimilés	9	10	-1	11	11
Agents de maîtrise	16	18	-2	18	18
Employés	1	0	+1	0	0
Apprentis	4	4	0	4	4
<b>Total</b>	<b>30</b>	<b>32</b>	<b>-2</b>	<b>33</b>	<b>33</b>

- Nombre d'hommes au 31/12/2024 : 5
- Nombre de femmes au 31/12/2024 : 25

### 3) Evaluation et comptabilisation de l'indemnité de retraite dans les comptes sociaux

Elle a été évaluée à 608 K€ à fin 2024 contre 619 K€ à fin 2023 soit une variation 2024/2023 de -1.8 %.

Contrairement aux autres années, il a été décidé d'inscrire dans les comptes sociaux l'engagement retraite.

Cette inscription dans les comptes a eu pour effet d'impacter les réserves à hauteur du montant engagé jusqu'au 31.12.2023 pour 619 k€ et de générer une reprise sur dotation dans les comptes de produits pour 11 k€.

Méthode d'évaluation retenue : indemnité de base correspondant à l'indemnité acquise à la date de clôture des comptes. Elle est déterminée sur la base du produit  $A \times B \times C$  dont les facteurs sont définis comme suit :

A = Salaire de référence de 12/2024 (brut de base + prime ancienneté) ;

B = Nombre d'années d'ancienneté par salarié à la date d'arrêté des comptes ;

C = Pourcentage du salaire de référence (12/2024) par année d'ancienneté tel que celui-ci est défini par la convention collective, soit : 25%.

Cette indemnité est par la suite proratisée et impactée par les différentes hypothèses actuarielles.

Se rapprocher du Tableau N°5 ci-après dans l'annexe pour le détail complet du calcul.

Remarques :

-Indemnité de retraite versée au cours de l'exercice : 7 525€

### 4) Informations complémentaires : Détail du tableau des contributions volontaires en nature figurant au pied du compte de résultat dont il fait intégralement partie.

- **Mise à disposition de locaux à usage de bureaux et de mobilier :**
  - Convention du bail initial signé entre l'Assemblée Départementale et la société « L'Indépendant du Midi » ;
  - Date de signature de la convention de sous-location signée avec l'A.D.T. : 16/11/2023 ;
  - Celle-ci est arrivée à échéance le 29/10/2022. Elle a été renouvelée le 16/11/2023 par signature d'un avenant, et ce pour une durée de 2 ans et 2 mois, soit jusqu'au 31.12.2024 ;
  - Révision annuelle du loyer suivant indice du coût de la construction réf. T4 2014
- **Mise à disposition locaux de stockage au 4 bis avenue Marcelin Albert PERPIGNAN**
  - Avenant n°1 du 01/09/2014 à la convention ci-dessus ;
  - Valeur locative annuelle : 2,7 K€ estimée par France Domaine



Charges locatives et de copropriété des locaux à usage de bureaux comme ceux d'archivage sont à la charge de l'A.D.T.

- **Coût des prestations informatiques et des télécommunications** : valorisation suivant source publiée par l'Assemblée des Départements de France (A.D.F.)
- **Réparations locatives d'usage** : Montant des prestations communiqué par le Département - Service « Direction Logistique et Bâtiments ».
- Ci-dessous tableau communiqué par le Département détaillant l'estimation des contributions volontaires en nature en 2024 :

LIBELLES	MONTANTS TTC
<b><u>Loyer bureaux</u></b> : $70\,000\text{ €} \times 2108/1625 = 90\,806.15\text{ € HT}$	<b>108 967.37€</b>
<b><u>Loyer local stockage</u></b> : $2100\text{ €} \times 2108/1625 = 2\,724.18\text{ € TTC}$	<b>2 724.18€</b>
<b><u>Réparations locatives d'usages</u></b> :	<b>0€</b>
<b><u>Vérification 5 extincteurs</u></b> : 10 € TTC/pièce	<b>50.00€</b>
<b><u>Contrôles périodiques</u></b> : Qualiconsult	<b>42.85€</b>
<b><u>Coût des prestations informatiques</u></b> : Ce montant est calculé selon un coût moyen de 3 178 euros* par poste de travail pour 40 postes comprenant les logiciels, les matériels fixes et mobiles, l'infrastructure, les frais de communication, les abonnements et les prestations des agents de la DSI. Calculé selon indice Syntec	<b>127 120€</b>
<b>2024 / TOTAL</b>	<b>238 904.40€</b>

- 5) Les honoraires de commissariat aux comptes au titre de l'exercice 2024 se sont élevés à 15 K€
- 6) En application de l'article 20 de la loi du 23 mai 2006 relative au volontariat et à l'engagement éducatif, **les rémunérations brutes des trois plus hauts dirigeants bénévoles et salariés** sont égales à zéro, le Président, exerçant seul ces fonctions, ne percevant aucune rémunération à ce titre.

=====

**Tableau 1**

**ACTIF**  
**CHARGES CONSTATEES D'AVANCE**

Compte	Intitulé	2024	2023	Variation
60410000	Loc, Mobilières (Logiciel)	40603,20	40603,20	0,00
60411000	Hon, Agence de communication	1251,00	1290,00	-39,00
60413000	Maintenance Sites et logiciels	320,19	320,19	0,00
60416000	Annonces et Insertions	0,00	0,00	0,00
60417000	Actions promotionnelles	0,00	5448,00	-5448,00
60418000	Editions	0,00	0,00	0,00
61350000	Locations mobilières	701,77	3243,91	-2542,14
61560000	Maintenance	1366,09	1270,90	95,19
61600000	Assurances	7778,68	7686,13	92,55
61810000	Abonnement	276,21	528,51	-252,30
62510000	Voyages et déplacements	285,00	0,00	285,00
<b>Total 48600000 - Charges constatées d'avance</b>		<b>52582,14</b>	<b>60390,84</b>	<b>-7808,70</b>

**Tableau 2**

**DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES**  
**MONTANT DES CHARGES A PAYER INCLUSES DANS LA RUBRIQUE**

Compte	Intitulé	2024	2023	Variation
60412000	Etudes et recherche	7830	4680	3150
60413000	maintenance Sites et Logiciels	0	0	0
60415000	Autres rémunérations	5238	0	5238
60416000	Annonces et Insertions	7970	12000	-4030
60419000	Réception Presse / Professionnel	1122,36	151,5	970,86
60610000	Electricité	233,35	1055,79	-822,44
61400000	Charges locatives	25000	12500	12500
62260000	Honoraires	8323,2	7645,8	677,4
62510000	Voyages et déplacements	2,64	169,44	-166,8
62600000	Affranchissement	55,6	122,07	-66,47
62821000	Nettoyage Locaux	588,32	560,23	28,09
<b>40810000 - Factures non parvenues</b>		<b>56363,47</b>	<b>38884,83</b>	<b>17478,64</b>
<b>4011 - Fournisseurs</b>		<b>65934,85</b>	<b>116736,95</b>	<b>-50802,10</b>
<b>Total du poste</b>		<b>122298,32</b>	<b>155621,78</b>	<b>-33323,46</b>

**Tableau 3**

**DETTES FISCALES ET SOCIALES**  
**MONTANT DES CHARGES A PAYER INCLUSES DANS LA RUBRIQUE**

Compte	Intitulé	2024	2023	Variation
42820000	Dettes congés payés	131272,51	180670,88	-49398,37
43820000	Charges sociales CP et RC	55165,96	76812,23	-21646,27
43860000	OPCA Formation	5707,48	6032,71	-325,23
43860000	URSSAF - Agefiph	2435,00	2435,00	0
<b>Total Organismes sociaux charges à payer</b>		<b>8142,48</b>	<b>8467,71</b>	<b>-325,23</b>
44820000	Charges fiscales CP et RC	12512,89	18063,47	-5550,58
<b>Total comptes d'inventaire</b>		<b>207093,84</b>	<b>284014,29</b>	<b>-76920,45</b>
42510000	Personnel	96,97	0,00	96,97
43100000	Sécurité sociale	86695,00	92422,00	-5727
43710000	Groupe Klésia	39653,84	47553,25	-7899,41
43730000	Mutuelle / Mutex	4518,64	4434,56	84,08
44210000	Etat - Prélèvement à la source	6192,85	9517,15	-3324,3
44700000	Taxe sur les salaires	21604,00	23538,00	-1934
<b>Total dettes fiscales et sociales</b>		<b>365758,17</b>	<b>461479,25</b>	<b>-95721,08</b>

**Tableau 4**

**CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS**

Compte	Intitulé	2024	2023	Variation
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
67140000	Néant	0	0	0
67180000	Néant	0	0	0
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		<b>24949,85</b>	<b>43908,65</b>	<b>-18958,8</b>
77700000	Quote part Subv, Equipement	24949,85	43908,65	-18958,80
78750000	Rep, Prov, Risques et Chg, Except,	0	0	0,00



**PASSIF**  
**PROVISION POUR ENGAGEMENTS RETRAITE**

Les mouvements de la provision pour les engagements de retraite en 2024 sont les suivant :

	31/12/223	Dotation 2024	Reprise 2024	Provisions au 31/12/2024
<b>Provision</b>	<b>618 732,76</b>	<b>41 620,11</b>	<b>52 514,37</b>	<b>607 837,99</b>

L'engagements de retraite, elle s'élève à 607 837,99€ représentant une reprise de 10 894,27€ par rapport au 31/12/23.

Notre convention collective nationale est venue modifier l'article 13 de cette convention collective. Il prévoit que « Le salarié partant à la retraite perçoit une indemnité brute de fin de carrière au moins égale à 25 % du salaire brut mensuel par année de présence effective. En cas de période de travail à temps partiel et de temps de travail à temps complet cette indemnité est calculée pro rata temporis des périodes travaillées à temps partiel.

Hypothèses retenues pour les différents calculs :

Age de départ ..... 64ans

Condition de départ .....volontaire

Taux d'actualisation ..... 2023 à 3.14% et en 2024 à 3.23%

Taux de charges Individualisé 2023 entre 34.39% et 66.64%

Taux de charges Individualisé 2024 entre 35.63% et 66.27%

Taux de variation des salaire ..... 2%

Table de survivance ..... <https://www.ined.fr/fr/> Table triennales 2020 à 2022